ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 17 novembre 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "déterminant les armes faisant partie de l'équipement réglementaire de la police judiciaire près les parquets et fixant les dispositions particulières relatives à la détention, à la garde et au port de ces armes", a donné le 24 mars 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 17 november 1998 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot bepaling van de wapens die tot de voorgeschreven uitrusting van de gerechtelijke politie bij de parketten behoren en tot vastlegging van de bijzondere regels betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van die wapens", heeft op 24 maart 1999 het volgende advies gegeven :

Observations générales

I. L'arrêté ministériel en projet contient plusieurs délégations au profit du commissaire général.

En vertu de l'article 4, alinéa 1er, 6°, de l'arrêté royal du 17 février 1998 relatif au commissariat général, au conseil de direction et au conseil de concertation de la police judiciaire près les parquets, il appartient au commissariat général d'assurer "la gestion de l'armement, de l'équipement et du matériel des brigades et du commissariat général".

Il ressort de cette disposition que seule la gestion de l'armement est confiée au commissariat général, celui-ci devant exécuter cette mission conformément aux dispositions arrêtées par le Roi, sur la base de l'article 141 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, lorsque les officiers et les agents de police judiciaire seront intégrés dans le cadre opérationnel de la police fédérale.

Cette mission de gestion doit, en attendant, se concilier avec les dispositions de l'article 2 de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à la détention et au port d'armes par les services de l'autorité ou de la force publique, aux termes duquel il revient à l'autorité compétente non seulement la compétence de déterminer les armes faisant partie de l'équipement réglementaire mais également la compétence d'arrêter les dispositions particulières relatives à la détention, à la garde et au port de ces armes.

L’article 2, § 2, de l’arrêté en projet dispose que c’est le commissaire général qui détermine "compte tenu des nécessités du service et de leur fonction, les membres du personnel qui sont autorisés à détenir, porter et garder les armes dont il est question dans le présent arrêté et en quelles circonstances".

Une telle délégation excède les limites tracées par l’article 2 (1) de l’arrêté royal du 12 août 1991, précité, et par l’article 4, alinéa 1er, 6°, de l’arrêté royal du 17 février 1998, précité.

C’est au ministre de la Justice que revient le pouvoir de prendre les règles générales relatives à la détention et au port des armes. Il appartiendra, ensuite, au commissaire général d’arrêter les mesures individuelles.

En conclusion, le projet d’arrêté ministériel doit être complété en y insérant des règles tenant compte de ce qui précède.

---

(1) En outre, le paragraphe 3 de cet article contient une contradiction en ce qu’il dispose que les stagiaires peuvent utiliser l’armement réglementaire uniquement dans le cadre de leur instruction et de leur entraînement et ce jusqu’à leur admission au stage. Or celle-ci est concomitante à la reconnaissance de la qualité de stagiaire (voyez, à cet égard, l’avis de l’inspecteur des Finances).

La même observation vaut pour les articles 3, § 2, et 8 (1) de l'arrêté en projet.

Au surplus, il est relevé qu'en vertu de l'article 4, alinéa 1er, 6°, de l'arrêté royal du 17 février 1998, précité c'est le commissariat général qui est chargé collégialement de la gestion de l'armement et non le commissaire général seul.

Aux termes de l'article 5 du même arrêté, le commissaire général est plus particulièrement responsable de la transmission des instructions générales du commissariat général aux officiers judiciaires chargés du commandement d'une brigade ou d'un service.

Les dispositions du projet seront revues en conséquence.

II. L'arrêté en projet fait une distinction parmi les armes selon qu'elles sont nécessaires à l'exécution de missions à caractère individuel (article 3 du projet), de missions à caractère collectif ou spécial (article 4 du projet) ou de missions particulières, ces dernières étant par le commissaire général (article 5 du projet).

---

(1) Quant à la disposition selon laquelle le commissaire général règle les modalités de l'acquisition des munitions, il est fait référence, également, aux remarques formulées par l'inspecteur des Finances quant à l'impossibilité pour un arrêté ministériel de déroger à la loi du 24 décembre 1993 sur les marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et à l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

Cette dernière délégation ne semble guère compatible avec l'article 2 de l'arrêté royal du 12 août 1991, précité, ni avec l'article 4 de l'arrêté royal du 17 février 1998, précité.

Compte tenu des réformes fondamentales intervenues à propos des missions de police, l'auteur du projet est également invité à vérifier si la distinction que l'arrêté en projet consacre pour les différentes missions est encore d'actualité.

Observations particulières

Les observations particulières sont formulées sous réserve des observations générales.

Préambule

Alinéa 1er

La loi du 7 avril 1919 portant certaines dispositions statutaires relatives aux officiers et agents judiciaires près les parquets (intitulé ainsi modifié par la loi du 7 décembre 1998) ne procure aucun fondement au projet d'arrêté examiné. Cet alinéa doit être omis.

Alinéa 2

Il convient d'écrire cet alinéa ainsi qu'il suit :

"Vu la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, notamment l'article 22, modifié par les lois des 30 janvier 1991, 9 mars 1995 et 24 juin 1996;".

Alinéas 3 et 5

Ces alinéas doivent être omis. En effet, les arrêtés royaux qui y sont visés ont été abrogés (1).

Alinéa 4

Il convient d'écrire :

"... article 2, alinéa 1er;".

Alinéa 6

L'intitulé de l'arrêté royal visé dans cet alinéa est inexact. Il convient d'écrire :

---

(1) L'arrêté royal du 13 février 1985 portant réorganisation du service des télécommunications de la police judiciaire près les parquets et l'arrêté royal du 17 octobre 1991 relatif aux laboratoires de police technique et scientifique ont été abrogés par l'article 125, 5° et 6°, de l'arrêté royal du 19 décembre 1997.

"Vu l’arrêté royal du 17 février 1998 relatif au commissariat général, au conseil de direction et au conseil de concertation de la police judiciaire près les parquets;".

Dispositif

Article 1er

Il convient d’écrire : "... à l’article 1er, alinéa 1er, 4˚, de l’arrêté royal du 12 août 1991 ...".

Algemene opmerkingen

I. Bij het ontworpen ministerieel besluit worden verscheidene bevoegdheden aan de commissaris-generaal overgedragen.

Krachtens artikel 4, eerste lid, 6°, van het koninklijk besluit van 17 februari 1998 betreffende het commissariaat-generaal, de raad van bestuur en de raad van overleg van de gerechtelijke politie bij de parketten behoort het commissariaat-generaal te zorgen voor "het beheer van de bewapening, de uitrusting en het materieel van de brigades en van het commissariaat-generaal".

Uit die bepaling volgt dat alleen het beheer van de bewapening aan het commissariaat-generaal is opgedragen, waarbij het commissariaat-generaal die taak moet uitvoeren overeenkomstig de bepalingen die de Koning vaststelt op basis van artikel 141 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wanneer de officieren en agenten van de gerechtelijke politie in het operationeel kader van de federale politie zullen worden opgenomen.

In afwachting daarvan moet die taak van beheer samengaan met de bepalingen van artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende het voorhanden hebben en het dragen van wapens door de diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht, naar luid waarvan het aan de bevoegde overheid staat om te bepalen welke wapens tot de reglementaire uitrusting behoren, en ook om de bijzondere bepalingen betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van die wapens vast te stellen.

In artikel 2, § 2, van het ontworpen besluit wordt bepaald dat "de commissaris-generaal bepaalt welke personeelsleden gemachtigd worden om de wapens bedoeld in dit koninklijk besluit voorhanden te hebben, te bewaren en te dragen, zulks rekening houdend met de behoeften van de dienst en van hun ambt, alsook in welke omstandigheden.".

Zulk een overdracht van bevoegdheid is ruimer dan de grenzen die getrokken zijn in artikel 2 (1) van het voormelde koninklijk besluit van 12 augustus 1991 en in artikel 4, eerste lid, 6°, van het voormelde koninklijk besluit van 17 februari 1998.

De Minister van Justitie is bevoegd om de algemene regels betreffende het voorhanden hebben en het dragen van wapens uit te vaardigen. Pas daarna kan de commissaris-generaal individuele maatregelen vaststellen.

Kortom, het ontworpen ministerieel besluit behoort te worden aangevuld met regels die aansluiten bij de hiervoren gemaakte opmerking.

---

(1) Paragraaf 3 van dit ontworpen artikel bevat trouwens een contradictie doordat daarin wordt gesteld dat de stagiairs de reglementaire bewapening alleen mogen gebruiken in het kader van hun opleiding en training en zulks tot zij tot de stage worden toegelaten. De stagiairs worden echter pas als zodanig erkend als zij tot de stage zijn toegelaten (zie in dit verband het advies van de inspecteur van financiën).

Diezelfde opmerking geldt voor de artikelen 3, § 2, en 8 (1) van het ontworpen besluit.

Voorts wordt erop gewezen dat krachtens artikel 4, eerste lid, 6°, van het voormelde koninklijk besluit van 17 februari 1998 niet de commissaris-generaal alleen, maar het commissariaat-generaal collegiaal belast is met het beheer van de bewapening.

Naar luid van artikel 5 van hetzelfde besluit is de commissaris-generaal meer in het bijzonder verantwoordelijk voor het overzenden van de algemene onderrichtingen van het commissariaat-generaal aan de gerechtelijke officieren die over een brigade of een dienst het bevel voeren.

De bepalingen van het ontwerp behoren dienovereenkomstig te worden herzien.

II. In het ontworpen besluit worden de wapens onderscheiden naargelang ze nodig zijn voor het uitvoeren van taken van individuele aard (artikel 3 van het ontwerp), van taken van collectieve of bijzondere aard (artikel 4 van het ontwerp) of van bijzondere taken, die door de commissaris-generaal worden bepaald (artikel 5 van het ontwerp).

---

(1) Wat betreft de bepaling dat de commissaris-generaal de wijze regelt waarop de munitie kan worden aangekocht, wordt eveneens verwezen naar de opmerkingen van de inspecteur van financiën in verband met de omstandigheid dat een ministerieel besluit niet mag afwijken van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, noch van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

Laatstgenoemde overdracht van bevoegdheid lijkt nauwelijks samen te gaan met artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 12 augustus 1991, noch met artikel 4 van het voormelde koninklijk besluit van 17 februari 1998.

Gelet op de fundamentele hervormingen die de taken van de politiediensten hebben ondergaan, wordt de steller van het ontwerp voorts verzocht na te gaan of het in het ontworpen besluit vervatte onderscheid onder de verschillende taken niet achterhaald is.

Bijzondere opmerkingen

De bijzondere opmerkingen worden gemaakt onder voorbehoud van de algemene opmerkingen.

Aanhef

Eerste lid

De wet van 7 april 1919 houdende sommige statutaire bepalingen betreffende de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten (opschrift aldus gewijzigd bij de wet van 7 december 1998) levert voor het onderzochte ontwerpbesluit geen enkele rechtsgrond op. Dit lid dient te vervallen.

Tweede lid

Dit lid dient als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, inzonderheid op artikel 22, gewijzigd bij de wetten van 30 januari 1991, 9 maart 1995 en 24 juni 1996;".

Derde en vijfde lid

Deze leden dienen te vervallen. De koninklijke besluiten waarnaar daarin wordt verwezen, zijn immers opgeheven (1).

Vierde lid

Er behoort te worden geschreven :

"... artikel 2, eerste lid;".

---

(1) Het koninklijk besluit van 13 februari 1985 houdende reorganisatie van de dienst telecommunicatie van de gerechtelijke politie bij de parketten en het koninklijk besluit van 17 oktober 1991 betreffende de laboratoria voor technische en wetenschappelijke politie zijn opgeheven bij artikel 125, 5° en 6°, van het koninklijk besluit van 19 december 1997.

Zesde lid

Het Franse opschrift van het koninklijk besluit waarnaar in dit lid wordt verwezen, is verkeerd weergegeven. Er behoort te worden geschreven :

"Vu l'arrêté royal du 17 février 1998 relatif au commissariat général, au conseil de direction et au conseil de concertation de la police judiciaire près les parquets;".

Dispositief

Artikel 1

Er dient te worden geschreven : "... in artikel 1, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 ...".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	J.-J. STRYCKMANS,	premier président, eerste voorzitter,
	Y. KREINS, P. QUERTAINMONT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	F. DELPEREE,	assesseurs de la section de législation,
	J. KIRKPATRICK,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	J. GIELISSEN,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme F. CARLIER, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. F. CARLIER, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN, président de chambre.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN, kamervoorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS